

la carte blanche

Richard Miller, député MR

Redressement économique et patriotisme constitutionnel

Un Etat en faillite ? Une justice au service des « puissants » ? Pas du tout, s'insurge l'auteur de ce texte, qui recuse avec force de telles critiques. Et qui propose d'y répondre en opposant « le travail de la volonté à la méfiance qui paralyse ».

Deux types de discours dangereux se rencontrent. Le premier dit à l'autre : il n'y a plus d'Etat. Le deuxième répond : les juges sont l'Etat nouveau. D'un côté des représentants de l'opposition fédérale déclarent la faillite d'un Etat qui, dicit Didier Gosuin, « craque de partout ». De l'autre, le juge Hennart, qui se revendique socialiste, et la magistrate syndicaliste Cadelli dénoncent eux la mort annoncée de la justice au service des « puissants ». Vient alors Jean de Codt, Premier président de la cour de Cassation, qui donne le coup de grâce : le Parlement c'est fini, ce sont à présent les

juges qui font la loi (« le juge représente la nation parce qu'il est en mesure de traduire la volonté de la nation en exerçant le pouvoir judiciaire qui est le pouvoir de dire le droit, de créer le droit ») : vive la République des juges ! Le constitutionnaliste Marc Uyttendaele parle à ce sujet de « coup d'Etat feutré » : plus de séparation des pouvoirs, plus d'élections, plus de parlement, plus de démocratie...

Que les chefs d'opposition s'attaquent à l'Etat, pour s'en prendre en réalité au

gouvernement, est certes une tactique d'opposition ; mais il importe que les citoyens sachent que c'est une tactique et un calcul. Pourquoi ? Parce qu'en cherchant à décrédibiliser l'Etat pour convaincre leurs électeurs, ils avilissent le contrat social qui unit les citoyens et les institutions. Et ils le font à un moment décisif.

Je ne nie pas l'existence de problèmes pour lesquels le gouvernement cherche

et doit trouver les réponses, à travers la concertation avec les secteurs concernés. Cela a, historiquement, toujours été le lot de tout gouvernement. La composition actuelle de celui-ci est inédite : c'est ce qui permettra, sans la social-démocratie, de prendre les bonnes décisions pour l'investissement économique et l'emploi. C'est ce qui garantira le financement de la sécurité sociale et la solidarité entre les générations.

Malheureusement, ces combats pour préserver le socle économique et social de notre démocratie sont confrontés à des actes terroristes sans précédent, ainsi qu'à une menace qui perdure. Le terrorisme tue, le terrorisme crée la peur, le terrorisme cible la liberté, le terrorisme veut briser le lien entre la population et

la démocratie, entre les gens et les institutions. C'est le moment qu'ont choisi celles et ceux qui se nourrissent du « Belgian State bashing » pour miser sur la perte de confiance !

C'est à ce moment où l'autorité publique tout entière doit être mobilisée contre l'ennemi terroriste, que d'aucuns poussent ce qu'ils pensent être leur avantage : l'heure des juges a sonné ! Plus de répartition des pouvoirs, plus de respect

de la Constitution, plus de limites : l'Etat belge est moribond, c'est l'heure du Jugement dernier, ou du Procès selon Kafka !

L'Etat belge n'a pas failli, c'est même tout le contraire. Avec les mesures prises par le gouvernement Michel, le chômage est en régression, les créations d'entre-

prises sont en hausse, le tax-shift (cf. *Le Soir* de ce samedi) crée des emplois, et le nombre d'entreprises déclarées en faillite, précisément, est en chute. En toutes choses, disait Platon, le plus difficile est de commencer : la politique menée commence à apporter ses premiers résultats. Par ailleurs, la réflexion et l'appel portés dans *Le Soir* par des chefs d'entreprise (Bernard Delvaux, Johnny Thijs, Baudouin Meunier) montre que tout le monde n'est pas disposé à anonner le discours « destroy ».

A la méfiance qui paralyse, opposons le travail de la volonté. A ceux qui ne lisent plus la Constitution avec les yeux de la démocratie, opposons l'engagement démocratique d'un « patriotisme constitutionnel ». Notre pays, dans le groupe de tête de tous les classements mondiaux en termes de bien-être, le mérite vraiment. ■

En toutes choses, disait Platon, le plus difficile est de commencer : la politique menée commence à apporter ses premiers résultats